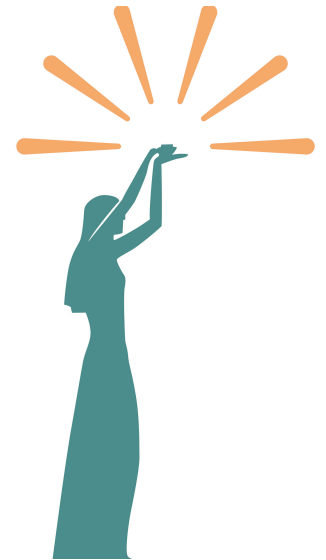


**LE DEBRIEF D'API**  
**N°21**  
**16 MAI 2024**

Manifestations : en ce printemps 2024, elles secouent la Géorgie et l'Arménie. Elles expriment à la fois un fort mécontentement par rapport à un événement particulier –la loi contre les « agents étrangers » en Géorgie ; une délimitation perçue comme une nouvelle concession à l'Azerbaïdjan, en Arménie- et les lignes de fracture politiques et géopolitiques qui traversent cette région. La Géorgie vient d'adopter en troisième lecture le texte de loi sur les « agents étrangers ». Les manifestants réclament la démission du gouvernement, trop pro-russe, et risquant de remettre en cause l'orientation clairement européenne de la Géorgie. En Arménie aussi ce sont les appels à la démission qui se font entendre, pour des raisons diamétralement opposées et sans proposition alternative. L'Arménie tente de survivre en faisant le pari d'une paix minimale avec l'Azerbaïdjan, qui lui permettrait de réduire sa dépendance vis-à-vis de la Russie.

En vous souhaitant une bonne lecture.

*Taline Papazian*



**GÉOPOLITIQUE** 

# **Délimitation Arménie-Azerbaïdjan : implications pour le conflit et répercussions internes**



---

## Le contexte

Le processus de **délimitation** de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, commencé le 19 avril dernier, est porteur d'opportunités et de risques. Ces derniers prennent le dessus dans les **craintes de la population**, nourries par des décennies d'absence de confiance entre les parties belligérantes, les agressions multiples et les menaces répétées de l'Azerbaïdjan vis-à-vis des Arméniens et de l'Arménie depuis la guerre de 2020, de l'occupation armée de plus de 200 km<sup>2</sup> de territoires en République d'Arménie à l'exode forcé des Arméniens du Haut-Karabakh en 2023. Le mécontentement accumulé ces dernières années par la population nourrit le **mouvement d'opposition** du « Tavush pour la patrie », qui s'exprime contre la délimitation et tente, depuis le 9 mai dernier, de trouver les moyens de faire démissionner le Premier ministre Pashinyan. Un examen froid de la déclaration du 19 avril 2024 montre pourtant qu'à côté des risques, le processus de délimitation présente des **opportunités claires pour les deux parties**. Retour sur ces enjeux dans le podcast de **CivilNet** animé par Ani Paitjan.

## L'analyse

Avant d'émettre un jugement sur le contenu de ce processus, il faut rappeler la **dissymétrie flagrante** entre les parties et **l'absence de médiation internationale**. Le démarrage de la **délimitation** sur une solution négociée avec des **dispositions raisonnables** est donc une bonne nouvelle. L'Arménie démontre une concrète bonne volonté. Reste pour la partie azerbaïdjanaise à prouver sa bonne foi pour un traité de paix plus large, alors que ses prétentions sur la région arménienne du Syunik n'ont pas disparu. En Arménie, le processus de délimitation a déclenché un mouvement de protestation dit du « **Tavush pour la patrie** » à l'envers. Arrêter la délimitation des frontières, qualifiée de « criminelle », et faire démissionner le Premier ministre, en constituent les demandes. En-dehors des slogans et des actes de foi, une délimitation « globale », et non « par étapes » est demandée. En trente ans de négociations, l'Azerbaïdjan n'a jamais accepté de plan de résolution global du conflit. A fortiori, ne l'acceptera-t-il pas aujourd'hui. Se cacher derrière cette demande revient à refuser la délimitation, à dire non au réalisme et au pragmatisme. Autant le gouvernement de Pashinyan doit entendre le **ras-le-bol social du défaitisme, de l'autoflagellation et de l'humiliation**, autant il n'y a **pas de meilleure alternative à la délimitation** telle qu'elle a été engagée depuis le 19 avril dernier.

---

# La Géorgie s'enfoncé dans la crise... au profit de la Russie ?



## Le contexte

Mardi 14 mai 2024, le Parlement géorgien a adopté la **loi sur l'« influence étrangère »** sur fond de crise politique profonde. Depuis la réintroduction, le 9 avril dernier, du projet de loi du printemps 2023, les **manifestations** ont pris de plus en plus d'ampleur. Réunissant dans un premier temps des **jeunes de la capitale** géorgienne, la **contestation** s'est depuis **étendue socialement et géographiquement**. Les manifestants dénoncent une **« loi russe »** qui risque de compromettre gravement les espoirs de rejoindre l'Union européenne, désir pourtant partagé par 85 % de la population géorgienne. Si l'adoption de la loi ne surprend personne, les modalités de son entrée en vigueur demeurent encore incertaines. Les prochaines semaines devraient être déterminantes pour l'avenir de la Géorgie.

## L'analyse

Malgré l'adoption très controversée de cette loi, réintroduite un an après une première tentative infructueuse en raison de la mobilisation populaire, le parti au pouvoir, **Rêve Géorgien**, est toujours donné en tête des **sondages des élections parlementaires d'octobre**. L'enjeu est de taille pour l'ensemble des opposants : **créer une force politique capable** de l'emporter afin d'empêcher ce qui est perçu comme un risque de « russification » du pays. En l'espace de cinq mois, la Géorgie est en effet passée de l'obtention du **statut de candidat à l'UE** à l'adoption d'une loi qui fragilise ce statut acquis difficilement. Une **politique d'équilibriste entre la Russie et l'UE** qui menace non seulement la stabilité du pays, mais plus largement celle de la région sud-caucasienne. En Arménie, les événements géorgiens sont observés avec inquiétude. Face aux **autocraties russe et azerbaïdjanaise**, seule la Géorgie et l'Arménie, les deux petits pays voisins, sont en voie de démocratisation. Des **inflexions autoritaires** chez l'un portent des risques de répercussion chez l'autre.

**L'article complet**  **[armeniapeace.org](https://armeniapeace.org)**



Donner à Armenia Peace Initiative, c'est agir concrètement en faveur de la pérennité de l'Arménie. Tous les dons, quel que soit leur montant, rendent nos actions possibles, qu'il s'agisse de promouvoir la paix ou de renforcer la sécurité.

Ce printemps, aidez-nous à financer nos formations en cybersécurité

**Formation  
en cyber**

Vous voulez nous aider ?

Il n'y a pas que le soutien financier qui compte.

Votre travail et votre bonne volonté sont les bienvenus !

Vous avez des compétences en levées de fonds, cybersécurité ou en communication?

**Contactez-nous !**



[www.armeniapeace.org](http://www.armeniapeace.org)



[Armenia Peace Initiative API](https://www.facebook.com/ArmeniaPeaceInitiativeAPI)



[API Armenia Peace Initiative](https://www.linkedin.com/company/api-armenia-peace-initiative)



[@ArmeniaPeace](https://twitter.com/ArmeniaPeace)